

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 8 - 1 FRANC - 23-6-1971

L'agitation en France :

POURQUOI LA VIOLENCE

Pour une critique radio-t.v. "politique"

La critique commente pour elles-mêmes, sur un plan formel, dans une perspective esthétique, les émissions qu'il a pu suivre, ou hasard de ses temps libres, ou selon ses goûts personnels.

Dans le meilleur des cas, il envisagera le contenu de l'émission (1), mais en oubliant toujours que celle-ci n'est qu'un élément intégré dans une production d'ensemble répondant à une certaine politique (ou absence de politique) des moyens de communication de masse.

La presse donne aussi quelques informations sur les changements importants des organismes et du personnel de radio-T.V., et c'est tout.

Pour faire œuvre politique, notre critique doit être « totalisante » ; apparemment indépendantes, les émissions, leurs thèmes et leurs techniques d'expression, répondent à une conception générale : un élément aussi anodin que la « case horaire » attribuée à une émission conditionne son écoute plus encore que son sujet ou sa qualité technique (du moins si l'on en croit les sondages) (2). Les émissions T.V. à caractère culturel, refoulées systématiquement le soir après 20 heures, ne peuvent être suivies par les travailleurs qui se lèvent tôt...

Nous nous interrogeons sur les caractéristiques de la propagande, de l'information, de la culture qu'offrent les moyens audiovisuels pour en inférer la conception de l'homme et de la société qu'ils reflètent.

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de dresser le tableau d'un fictif complot démocratique tirant les ficelles d'une R.T.V. réléguée comme le font très facilement de naïfs conservateurs : les structures sociologiques actuelles sont fondées sur l'idéologie démocratique, et les mass-media s'inscrivent tout naturellement dans ce cadre (3). Les groupes de pression s'exercent au travers de la partitocratie à l'O.R.T.F., monopole d'État, des promoteurs de la société de consommation dans les postes périphériques alimentés par la publicité, quasi-structures donnant des impulsions « coup par coup » aux moyens de communication.

Pour le reste, ces moyens sont abandonnés à un appareil techno-bureaucratique, véritable « en soi pour soi » indifférent aux problèmes de l'homme, étranger à toute créativité, qui se contente de tourner dans le respect des idées reçues : il en résulte pour le public un sentiment aigu d'impuissance qui n'a pas été étranger à la crise de mai 68...

Nous devons donc considérer aussi ce public dans la relation très particulière qui le lie à l'émission de radio-télévision : aucune possibilité de distanciation, le flot d'informa-

tions est ininterrompu, sans temps mort favorable à la réflexion, à la critique, au choix mettant en œuvre le goût et la volonté ; la situation est pire encore durant une écoute marginale, lorsque l'auditeur accomplit en même temps une autre tâche ; la radio du matin, que l'on met en marche machinalement au lever, remplit littéralement l'esprit sans défense : ce n'est pas sans raisons que France-Inter et les postes périphériques ont doublé la fréquence des bulletins matinaux (chaque quart d'heure !), les messages agissant en raison de leur volume et de leur répétition.

Le cinéma présente une fiction, ce dont le spectateur a conscience ; comme elle est élaborée à l'avance, il peut en avoir une connaissance préalable qui éveille ses possibilités critiques.

Dans la lecture, deux personnes sont en présence : l'auteur qui affirme sa subjectivité, et le lecteur qui choisit, juge seul de l'importance qu'il convient d'attribuer à chaque élément, peut déceler les contradictions.

Le message R.T.V. s'inscrit linéairement, sans retour en arrière possible, avec une objectivité apparente qu'accroît la direct.

« C'est rudement technique ce que l'écrit là ! », soupire mon fils Jean-Pierre, qui tente de déchiffrer la page qui est devant moi, couverte de plus de ratures (les affres de la création) que de texte définitif... « Si tu concrétisais un peu tout cela ? »

C'est ce que nous tenterons en étudiant les réalisations, tant de la radio que de la T.V. Pour aujourd'hui, contentons-nous de quelques remarques sur deux émissions importantes de la première chaîne, le « Tartuffe » samedi et la « Bataille d'Italie » dimanche.

Quoi qu'en pense « Le Monde » qui ne lui a pas pardonné sa remarquable création du « Pauvre Bitos », d'Anouilh, Michel Bouquet nous a donné un passionnant « Tartuffe », personnage complexe et douloureux, qui est

tout autre chose qu'un simple escroc. Sans doute n'est-ce que du théâtre filmé, qui a l'inconvénient supplémentaire de nous montrer l'injustice confirmée par une loi formaliste, annulée par le roi, au nom de la morale naturelle (4).

« La Bataille d'Italie », présentée par Henri de Turenne, J.-L. Guillaud et Daniel Costello, n'est qu'une longue préparation à l'apothéose du Mont-Cassin où éclate le génie militaire de Juin.

Signalons à son crédit qu'elle rattache les événements politiques de cette campagne, quoique de façon trop lâche, qu'elle illustre de cortès les tactiques utilisées, surtout du côté français : l'emploi de l'armée internationale des Alliés (Sénégalais et Nord-Africains, Gurkas et même Japonais !) ne semble pas correspondre à une stratégie bien définie ; on ne nous présente même pas un officier italien...

Pierre CROCQ.

(1) Signalons qu'« à la télé hier soir », où Radio-Luxembourg donnait la parole le matin à des critiques comme Jean Cau, Jean-Jacques Gautier ou René Barjavel, pour des commentaires pas toujours tendres — mais toujours dans les limites que nous mentionnons — a été supprimé sans explication.

(2) La masse des sondages hâtifs et des statistiques mal élaborées, est telle qu'elle obturcit trop souvent la réflexion sur les techniques audiovisuelles (par exemple l'étude de E. Melon-Martinez sur « La télévision dans la famille et la société moderne », Marabout U).

(3) De longs comptes rendus du congrès de l'unification socialiste étaient d'une neutralité respectueuse, afin de ne pas réduire le « poids » des partis auprès de l'opinion publique. R.T.L. interrogeait lundi (sans agressivité ni perfidie surtout !) Andrieu, de « l'Humanité », puis transmettait sans commentaire une longue déclaration de Marchais sur ce sujet. On peut dire la même chose du « débat » de mardi à Europe 1 avec Rocard et Marchais.

(4) C'est déjà une réponse aux attaques d'un Duverger contre le « conservatisme juridique » (le vrai scandale, dans « Le Monde » du 3 juin) et sur lesquelles la N.A.F. reviendra plus à loisir...

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) _____
demeurant (rue) _____ n° _____
à (ville) _____ (département) _____
souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de 30 francs par

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

l'agitation

Pourquoi la violence

A Aix-en-Provence, un Tribunal révolutionnaire a récemment condamné à mort une dizaine de personnes, dont trois militants de *La Nouvelle Action Française*. Tel est le dernier fait marquant de l'agitation « révolutionnaire » en France, qui fait suite aux violentes bagarres de Grenoble, aux pillages du Quartier Latin, à diverses manifestations dans les rues de Paris. Comme prévu, les conservateurs sont montés sur leurs grands chevaux. L'U.D.R. annonce que le parti communiste est prêt au coup de force, ce qui est ridicule mais payant sur le plan électoral. Comme d'habitude, l'extrême-droite emboîte le pas et crie à la « terreur rouge ».

Il ne faudrait tout de même pas exagérer. Il y a depuis quelques années une agitation gauchiste et cette agitation est difficile à étouffer du fait de son caractère : on peut empêcher une manifestation de 5.000 personnes, mais on est toujours pris au dépourvu quand 50 gauchistes décident d'occuper un immeuble ou quand deux types balancent un cocktail Molotov sur un commissariat. Il ne fait pas de doute que cette sorte d'action se poursuivra dans les années à venir. Il y a trop de problèmes non résolus en France pour que les gauchistes ne trouvent pas matière à agitation. Ils ont protesté et protesteront encore contre la situation des travailleurs immigrés, contre

le racisme antijuif, contre le scandale des transports.

Sans doute sont-ils sincères. Mais la plupart cherchent aussi à réagir contre leur propre condition dans la société contemporaine. C'est qu'ils vivent, comme tout le monde, dans une société qui détruit le rêve, qui interdit l'aventure, qui fait disparaître la fête. L'homme doit produire et consommer, consommer pour produire, produire pour consommer, ce qui leur paraît, à juste titre, tout à fait insuffisant. Alors ils rêvent à Mao Tsé-toung, ils jouent aux « nouveaux partisans », ils tentent de recréer la fête.

Attitude qu'il ne faut pas négliger et dont il ne faut pas se moquer car elle traduit à sa manière l'angoisse du monde moderne. Attitude dangereuse dans la mesure où l'excitation du jeu conduirait ces gauchistes à imiter jusqu'au bout les maquisards du Vietcong ou les tribunaux de l'épuration. S'ils tentaient ainsi de déclencher une mini-guerre civile, ils ne manqueraient pas d'y laisser des plumes. Mais ce qui est certain en tout cas, c'est qu'ils ne pourront pas réaliser leur projet révolutionnaire. Proie rêvée de toutes les provocations policières, les maoïstes et autres spontanéistes ont contre eux une population lassée par leurs excès, un parti communiste qu'ils gênent dans sa stratégie, un appareil d'Etat qui s'est considérablement renforcé depuis mai 1968. Ils ne peuvent donc faire la révolution, mais aucun appareil répressif n'est en mesure de les mettre à la raison. Brisés par les durs du P.C. ou par les C.R.S., ils renaîtront tant que la société restera capitaliste et bureaucratique.

C'est pourquoi, sans rejoindre une certaine presse de gauche qui couvre aveuglément toutes les entreprises gauchistes, nous refusons de participer à la campagne de l'extrême-droite qui, dans son délire, ne se rend peut-être pas compte qu'elle fait le jeu du pouvoir. Nous voulons, quant à nous, faire disparaître la cause profonde du mal, c'est-à-dire la démocratie.

Bertrand RENOUVIN.

Le procès d'Angers

A Angers, le vendredi 11 juin, dix militants de la N.A.F. comparaissent devant le tribunal correctionnel pour avoir infligé à J.-J. Servan-Schreiber la punition qu'il méritait. L'incertitude du sort qui leur est réservé après les réquisitoires du ministère public demandant un an de prison contre nos amis Yvan Aumont, Jean-François Cheneval, Jean-Yves Gourin et Dominique Ragot, ne doit en aucun cas nous faire oublier le combat qui nous oppose à ceux qui veulent que la France devienne l'esclave de l'Europe supranationale.

« Où est la violence ? » rappelait le bâtonnier Lemaignan dans sa plaidoirie. Est-elle dans les égratignures infligées au service d'ordre radical, ou dans les appels à la guerre civile de Servan-Schreiber qui veut transformer les Français de province en fellagas (sic) et instaurer la guerre civile ? Le devoir de tout Français n'est-il pas de faire taire ceux qui trahissent ?

M^e Richou fit ensuite une brillante démonstration de l'insuffisance du dossier du ministère public. Enfin, M^e Murat rappela aux juges que s'ils peuvent statuer « au nom du peuple français », c'est parce que des jeunes Français, comme nos militants, ont permis à la France de demeurer une nation indépendante.

Quel que soit le jugement du 24 juin, l'affaire d'Angers doit être le signal d'une vaste campagne pour expliquer la nécessité du nationalisme français.

Jacques LAMBERVILLE.

**LA SEMAINE PROCHAINE,
LA N.A.F. OUVRIRA LE
DOSSIER CRITIQUE DU VI
PLAN.**

ANTILLES 71

On a beaucoup parlé ces dernières semaines des départements français d'outre-mer, notamment à l'occasion du voyage de M. Messmer, leur ministre, aux Antilles. Notre collaborateur, Michel Saillant, y ayant séjourné, dresse ici pour la N.A.F. le portrait de ces D.O.M.

Pour beaucoup de Français métropolitains, pays de rêve et de soleil, les Antilles sont aussi deux terres françaises, deux départements, qui aujourd'hui plus que jamais doivent faire face aux multiples problèmes du XX^e siècle.

Terres françaises depuis 1636, situées à quelques 7.000 kilomètres des côtes bretonnes et à 1.500 de l'Amérique du Sud, deux minuscules points sur la carte représentent ces deux îles jumelles que sont la Martinique et la Guadeloupe.

Si la première est plus peuplée (320.000 contre 300.000 habitants), la seconde, en revanche, est plus vaste (1.780 km² contre 1.080). Une histoire commune marquée par deux dates très importantes, le 27 avril 1848 où le décret Schoelcher abolissait l'esclavage, et le 19 mars 1946 où le statut des D.O.M. mettait fin à celui de colonie, une population essentiellement noire ou métisse (avec une très faible proportion de blancs antillais, appelés les Békés), et un problème commun, majeur, très tardivement pris en considération par la politique républicaine, à savoir une économie qui de jour en jour cherche un second souffle.

On a tôt fait de se rendre compte, en visitant les Antilles, de ce problème essentiel qui constituent les ressources. N'ayant aucune richesse du sous-sol, aucune industrie ou presque, l'économie antillaise a toujours été et reste subordonnée à l'agriculture ; une agriculture conditionnée par le climat et la nature du sol, une agriculture spécialisée et, de ce fait, peu garantie. Autrefois spécialisée dans la canne à sucre et les fruits tropicaux, celle-ci, aujourd'hui, ne peut plus faire face d'une part à la concurrence cubaine sur le marché mondial, d'autre part à la concurrence

du sucre de betterave sur le marché européen, français. Une reconversion s'imposait donc. Envisagée mais seulement effective depuis quelques années, celle-ci est aujourd'hui encore très insuffisante, ne dépassant guère le stade expérimental. Certes, de gros moyens sont employés, aide technique et financière des agriculteurs, mais on ne rattrape pas un tel retard en quelques années. Le problème économique est donc grave. Si l'on considère que 80 % des produits alimentaires doivent être importés de France métropolitaine, on réalise sans peine le coût de cette mauvaise politique des autorités françaises.

Bilan donc négatif pour le domaine agricole, économique. En revanche, il faut concéder à la politique gaulliste, à la « départementalisation », un bilan positif en ce qui concerne l'aménagement de ces deux territoires.

Un budget considérable — pour de simples départements — a permis la disparition des villages-bidonville au profit de belles villes modernes telles Pointe-à-Pitre et Fort-de-France, a permis d'assurer aux Antilles un réseau routier correct, d'aménager les ports et les aéroports — ces derniers étant maintenant en mesure d'accueillir les Boeing 747 par exemple. Elle est considérable également pour donner aux Guadeloupéens et aux Martiniquais un nombre suffisant d'écoles secondaires et primaires, même de complexe universitaire (droit et lettres en Guadeloupe, sciences en Martinique). Parallèlement, effort de scolarisation commencé par des enseignants métropolitains, peu à peu remplacés par des enseignants antillais.

Mais comme le remarquait fort justement N.J. Bergeroux (1) : « Tout se passe comme si la départementalisation, en apportant également théorique et assistance massive, avait permis de contourner la question de la décolonisation... »

Telle est, en effet, la conséquence d'une assistance française plus financière qu'humaine, la grande interrogation sociale qui préoccupe à juste titre les Antillais et le gouvernement français, cette grande interrogation qui concerne la jeunesse. Car c'est l'avenir de la jeunesse antillaise qui est en jeu, cette jeunesse guettée par le chômage et la démagogie politique.

Par la chômage parce que le jeune Antillais veut désormais être à la hauteur de son émancipation (de la décolonisation), à la hauteur de cet égalitarisme républicain qui n'a de sens pas plus en France qu'aux Antilles. Il rejette donc le travail manuel, celui de la terre, parce qu'il est « dégradant » — c'était celui de ses grands-parents, les « esclaves » ; il le rejette d'autant plus aisément que rien ne lui paraît encourageant en cette voie, que rien n'est fait en ce sens. Par contre, bien plus noble est le métier de fonctionnaire, d'employé de bureau, qui lui assure un salaire fixe et le régime de Sécurité sociale... et la considération générale. Avec cette mentalité, s'est donc créée une véritable « psychose du fonctionariat », qui s'est vite révélée un danger, Guadeloupe comme Martinique ne pouvant offrir qu'un nombre très

limité d'emplois de ce genre. Ainsi s'explique l'exode des jeunes vers cette mère-patrie, cette France métropolitaine que les 7.000 kilomètres leur permettent d'imaginer à leur convenance... accueillante. Mais telle n'est pas la réalité qui les attend ; il leur faut alors travailler à Paris ou ailleurs et peu nombreux sont ceux qui réalisent leurs espérances. (D'où les récentes manifestations des Antillais de Paris.)

Deuxième conséquence de cette interrogation, ce que j'appelais précédemment « la démagogie politique ».

Le récent voyage de M. Messmer aux Antilles a été l'occasion de manifestations séparatistes. Interrogé à ce sujet par les députés, M. Messmer a déclaré qu'il « donnerait une réponse sur la signification de ces manifestations ». Quelle qu'elle soit, il est clair qu'un courant minoritaire mais actif, contestataire et extrémiste, existe aux Antilles. N'en trouvions-nous pas la preuve dans les dernières élections municipales, donnant une nette majorité aux partis communiste et extrémiste ?

Il est à remarquer que cette audience n'est guère à l'échelle de la réalité. Les Antillais communistes « orthodoxes », comme les extrémistes, ne sont qu'une minorité, qui, faite d'ouvriers (parler d'un prolétariat antillais relèverait d'une gageure), se recrute parmi l'intelligentsia, les fonctionnaires, les professions libérales, les enseignants et étudiants.

Paradoxe de nos institutions républicaines, que M. Messmer a certainement noté bien qu'il n'en fasse pas état, ce courant extrémiste « antifranchais » prend ses sources en métropole dans les universités de Paris, de Bordeaux ou d'ailleurs, qui apprennent aux jeunes Antillais ces belles théories qui, par la suite, leur serviront au moins à lancer des pierres sur un certain M. Messmer. Comme le déclarent ces « extrémistes » dans leur journal « La Vérité » (2) : « La solution de nos problèmes ne dépend ni de la visite publicitaire d'un ministre, ni de l'hypocrite charité française, mais ne peut passer que par la prise en main de notre propre destin, c'est-à-dire par notre libération nationale. »

En discutant avec des Antillais, de tous âges, j'ai pu me rendre compte que ces arguments ne valaient rien face aux liens qui unissent les Antilles et la France. Comment, d'ailleurs, les Antilles pourraient-elles vivre seules ? Et une présence chinoise ou russe ne résoudrait-elle pas leurs problèmes de tout autre façon ?

En fait, le malaise actuel réside dans cette décolonisation hâtive, insensée, inadaptée, œuvre d'un homme nommé Charles de Gaulle, dont l'erreur est aujourd'hui plus que manifeste. Les autorités françaises ont voulu faire des Antilles des départements, encore eût-il fallu le faire pleinement, prendre en considération toutes les données de ces territoires, encore eût-il fallu ne pas s'imaginer que les deux mots « Égalité - Liberté », ou l'expression « République Française » allaient résoudre tous les problèmes que la départementalisation ignorait. Encore maintenant de grossières erreurs sont commises. Je ne citerai

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs.
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

que celle du tourisme, cette possibilité économique que bien des pays ont su exploiter. Aucune organisation sérieuse, aucun plan, n'ont facilité cette solution miracle. Certes, il existe des palaces, en Guadeloupe comme en Martinique, mais qui a les moyens de payer une pension journalière de 300 F ? (Les prix des hôtels effraient même les Américains, qui préfèrent passer leurs vacances en des endroits où on ne les attend pas, eux et leurs dollars.) Pourquoi le gouvernement français ne prend-il pas des mesures, pourquoi rien n'est fait pour faciliter le voyage encore très onéreux Paris - Pointe-à-Pitre (Air France : 1.700 F).

En conclusion, le problème des D.O.M. est celui de la France, le nôtre. Et ce n'est pas par de beaux voyages, desquels M. Messmer revient... bronzé, en se déclarant « satisfait » et « résolument optimiste » que ce problème trouvera une solution.

Michel SAILLANT.

(1) "La Monde" du 7 mai 1971.

(2) Organe de combat du peuple guadeloupéen.

Communiqué

Alors qu'une certaine tendance à l'union de tous les royalistes semble prévaloir parmi le public de l'Action Française, dimanche 13 juin à Montmajour, l'ensemble des cadres de la N.A.F. pour la région de Provence, ont été refoulés à l'entrée de l'abbaye sous prétexte que les organisateurs étaient incapables de contrôler leur propre service d'ordre. Outre un membre du Comité Directeur de la N.A.F., ont été refoulés deux rédacteurs du Manifeste de Montmajour, les organisateurs de la propagande pour cette manifestation du Var et du Gard, trois étudiants condamnés à mort par les gendarmes d'Aix (cf. derniers discours de Pleven et Marcellin à l'Assemblée Nationale), tous membres et cadres de la N.A.F., ainsi qu'une cinquantaine de militants. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs été attaqués à coups de matraque et blessés alors qu'ils se présentaient, en isolés, à l'entrée.

Ce genre de procédé — par delà les attaques unilatérales propagées par une certaine presse et les appels au meurtre proférés par des responsables du S.O. — et indépendamment du fait qu'il remet en cause toute hypothèse de réunification, qualifie les « royalistes » qui n'hésitent pas à employer la violence contre d'autres royalistes pour faire triompher une « certaine idée » qu'ils ont de l'Action Française.

Les sections provençales de la N.A.F. constatent en outre que l'attitude, la tenue vestimentaire, les chants et l'aveu même d'un des dirigeants du S.O., illustrent profondément la tendance fascisante et romantique contre laquelle Maurice Pujo mettait en garde la jeunesse (cf. « Les Camelots du Roi »), et qui n'a pas manqué d'impressionner défavorablement une partie du public.

Les sections provençales de la N.A.F. se félicitent par contre du succès de nos réunions de Toulon, d'Aix et Marseille, et invitent tous les royalistes de bon sens à se regrouper autour de la N.A.F.

Les "non-conformistes des années 30"

Le mardi 8 juin, avait lieu dans les salons de la mairie du 8^e arrondissement, une réunion consacrée aux « non-conformistes des années 1930 ». Dans son excellent exposé introductif, le professeur Loubet del Bayle — qui a publié il y a deux ans une thèse sur ce sujet (1) — s'attacha à montrer l'actualité des idées de ceux qui, il y a quarante ans, se retrouvaient dans les revues de la « Jeune Droite », à « l'Ordre Nouveau » (2) ou à « Esprit ». Thierry Maulnier, Jean de Fabrègues, Robert Aron et Arnaud Dandieu, Emmanuel Mounier et ses amis, malgré tout ce qui les séparait sur le plan idéologique, se rejoignaient sur un certain nombre de points, dénonçant les mêmes périls, recommandant des solutions sensiblement analogues. Ainsi, pendant les années trente, ces jeunes hommes reconnaissent tous la crise qui affecte la civilisation occidentale, rejettent le capitalisme comme le collectivisme, dénoncent le « cancer américain », n'hésitent pas à montrer, en analysant les mouvements totalitaires qui se développent alors, que la démocratie débouche naturellement sur le totalitarisme, et préconisent enfin des solutions fédéralistes, régionalistes et « personnalistes ».

A la suite de M. Loubet del Bayle, MM. Jean de Fabrègues, Robert Aron et Thierry Maulnier vinrent développer certains des points abordés dans le premier exposé. Jean de Fabrègues montra que la notion de crise de civilisation était « prémonitrice » et Robert Aron que les « non-conformistes » sont à l'origine des thèmes décentralisateurs et « européens » qui se développent aujourd'hui. Thierry Maulnier, enfin, insista sur le fait que les alarmes des « non-conformistes » de 1930 n'ont fait que s'amplifier et que leurs refus comme leurs recherches demeurent valables dans le monde de 1971.

Le débat qui suivit permit à notre ami Patrice Bertin de mettre en lu-

mière certaines ambiguïtés du mouvement non-conformiste. Certes, dit-il en substance, les préoccupations des non-conformistes rejoignent les nôtres. Mais étaient-elles tellement nouvelles ? Charles Maurras n'avait-il pas, dans son « Invocation à Minerve » qui date de 1902, mis l'accent sur les méfaits d'une civilisation purement quantitative ? N'avait-il pas condamné dès le début du siècle le capitalisme libéral et le marxisme ? N'avait-il pas démontré le premier l'équation démocratie = totalitarisme ? (3). De plus, Maurras a montré que la véritable réponse aux problèmes français était institutionnelle, réponse que les « non-conformistes » n'ont pas voulu ou pas su formuler, ce qui les conduisait nécessairement à l'échec. Enfin, ses textes contiennent la plus sérieuse et la plus solide des mises en garde contre certains prolongements du « non-conformisme » de 1930, l'europhisme en particulier.

Il est regrettable que ces questions fondamentales n'aient pas été au centre du débat.

B. R.

(1) « Des non-conformistes des années 1930 », Le Seuil, 1969.

(2) Rien à voir, évidemment, avec le mouvement qui porte aujourd'hui ce nom !

(3) Est-il besoin de rappeler aussi la campagne en faveur de la décentralisation que Maurras mena dès la fin du XIX^e siècle ? (Voir « l'idée de la Décentralisation », Revue Encyclopédique, 1898.)

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- **Nouvelle Action Française : Paris 642-31.**
- **A.F. Université : Paris 1918-59.**
- **Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.**

La formation permanente

Décidément la République pourrait tout. La formation professionnelle et technique si nécessaire à la France et aux Français, vient de subir un sort dont on peut craindre qu'elle ne se relèvera pas avant longtemps. Après un débat qui réunit parfois moins de trente députés en séance, alors que les tribunes du public étaient pleines (preuve de l'importance du sujet pour le pays réel), les quatre projets de loi sur la formation professionnelle (enseignement technique, apprentissage, formation professionnelle permanente, financement de ces réformes) ont été votés presque sans opposition malgré des études préparatoires bâclées.

UNE NÉCESSITÉ NATIONALE...

Et pourtant la France a pris un retard considérable en ce domaine. Le régime républicain, en négligeant l'enseignement technique, jugé de classe, au profit de l'éducation idéologique dispensée par ses hussards noirs, a mis la France au dernier rang des pays développés et, en fait, empêché les ouvriers français d'acquiescer une formation professionnelle. D'où ces O.S. qui « existent encore » comme le faisait remarquer Bertrand Renouvin. La réalité a repris le dessus. Il est enfin proclamé que la formation professionnelle est nécessaire à la poursuite de l'essor économique et permet aux salariés de conserver l'usage de leurs libertés face aux manifestations du progrès technique. C'est donc bien une nécessité nationale.

Elle s'était concrétisée le 9 juillet 1970 par un accord « sur la formation et le perfectionnement professionnel » passé entre le patronat et les centrales syndicales. Cet accord et son avenant-cadre étaient le fruit de quatorze mois de discussions bipartites. La politique de concertation tenait là un bon succès.

... DÉVOYÉE PAR LA CENTRALISATION

La C.G.T. avait signé l'accord du 9 juillet avec réticence, regrettant que les négociations n'aient pas été tripartites. Les communistes voulaient que l'Etat prenne en charge la formation professionnelle. Au lieu d'un accord, ils voulaient une loi.

Ils en ont quatre !

Car le gouvernement s'en est occupé ; et avec l'aide inconsciente d'un patronat « le plus bête du monde », les quatre projets de loi sont passés presque sans opposition.

Une fois de plus, nous avons la preuve que la République ne peut pas décentraliser (1). La formation professionnelle et technique passera par les organismes d'Etat. Sur le plan pédagogique comme sur le plan financier.

Sur le plan pédagogique, l'Education nationale se taille la part du lion. C'est à elle qu'est confiée la charge de « former et perfectionner » la plus grande partie du million de recyclés annuels.

— Comment pourra-t-elle le faire quand, par exemple, elle n'est pas capable d'assurer dans la région parisienne l'organisation des épreuves du C.A.P. de mécanique qu'elle est obligée de confier aux organismes professionnels ?

— Comment le fera-t-elle puisque son échec est évident et que, dans les milieux syndicaux non marxistes, on ne cesse d'entendre : « En sortant du C.A.P. les gosses ne savent rien. L'école ne leur apprend rien, sinon la révolution... » ?

Aussi le recteur Capelle, rapporteur du projet à l'Assemblée, a dû reconnaître la nécessité de conserver, « POUR UN TEMPS », un secteur privé. Les centres privés qui demeureront seront soumis, comme les médecins, au régime de la convention. Ce qui ne leur laissera qu'une liberté très précaire : tout est près pour le totalitarisme. C'est la fin de l'apprentissage du fils chez son père si celui-ci n'est pas conventionné. Déjà la loi de 1966 avait considérablement réduit l'initiative privée. Entre 1968 et 1970, les cours professionnels, en particulier ceux dispensés par les Chambres des Métiers, ont connu une importante baisse d'effectif (de 287.000 à 260.000), tandis que les centres conventionnés institués par la loi de 1966 croissent dans de notables proportions.

Il est vrai que l'Education nationale est le cadre idéal pour M. Chaban-Delmas qui veut que la formation professionnelle soit aussi « culture ». « De la culture prise alors dans son sens le plus large, ce qui doit tendre normalement à l'éducation permanente, stade supérieur de l'évolution, permettant d'accéder réellement à une nouvelle société », a-t-il pris soin d'expliquer en présentant les projets de loi aux députés le 7 juin dernier. On se demande de quelle culture il s'agit.

Sur le plan financier, la mainmise de l'Etat est encore plus forte. Le pouvoir n'oublie pas que l'argent est le plus sûr moyen de la centralisation. Une proposition d'amendement voulait que les fonds destinés à la formation professionnelle soient collectés par la Sécurité sociale. Nous n'y sommes pas encore (2). La taxe de la formation professionnelle sera perçue par le Trésor et gérée par un Comité interministériel présidé par le ministre de l'Education nationale. En fait, un « groupe permanent » composé de hauts fonctionnaires gèrera effectivement les 160 milliards d'anciens francs que rapportera la taxe (3). Pour présider ce groupe permanent, on parle de Jacques Delors, inventeur pour Chaban-Delmas de la nouvelle société, et ancien animateur de la C.F.D.T.

Voilà le Français assisté social de sa naissance à sa mort ! Et la bureaucratie toute puissante !

Quelques chiffres

1950 2 ingénieurs sur 3 sont autodidactes.

1970 Métallurgie : 40 % des ingénieurs ne sortent pas de l'Enseignement Supérieur.

Assurances : 80 % du personnel n'a aucun titre professionnel.

70 % des jeunes travailleurs n'ont aucun diplôme.

60 % des salariés n'exercent pas le métier qu'ils ont appris.

Prévisions pour la formation permanente :

1970 : 600.000 stagiaires.

1975 : 1.700.000 stagiaires.

AVOIR LA VOLONTÉ DE PROMOUVOIR NOS LIBERTÉS

Après avoir dénoncé l'emprise totalitaire de l'Etat républicain, le militant d'A.F. proposera les moyens de rendre la formation professionnelle à ceux qui naturellement doivent la faire. Le rôle de l'Etat n'est que subsidiaire. Les collectivités plus contraintes peuvent, doivent prendre en charge l'enseignement professionnel. Cela peut être le fait des syndicats. Mais aujourd'hui seule la C.F.T.C. assure encore ce rôle. Cela peut être celui des professions. Mais gagnés au « sens de l'histoire », le C.N.P.F. et ses adhérents déclarent « ne prendre à leur compte (que) les réalisations que ne peuvent mener à bien les établissements publics ». Le processus d'intégration des représentants du pays réel (syndicats) au pays légal décrit dans "A.F.U." d'avril, enlève aux premiers toute volonté de réaction. La logique du système conduit ces conservateurs à accepter n'importe quoi pourvu que rien ne disparaisse — en apparence — de leurs privilèges.

Petit à petit le totalitarisme sur les esprits gagne du terrain. Il appartient à la réaction d'Action Française de montrer que l'Etat républicain est son principal agent.

Jean-Marie BREGAINT.

(1) Les comités départementaux tripartites de la formation professionnelle et de l'emploi n'ont rien de décentralisés. Tout au plus est-ce une déconcentration.

(2) En revanche, la récente taxe pour les transports urbains est bien collectée par la Sécurité sociale !

(3) Sans compter une dotation budgétaire : autre moyen de centralisation.

CAMP D'ETE 1971

Le camp des militants et sympathisants de la Nouvelle Action Française se tiendra en Champagne près de Bar-sur-Aube, du 18 juillet au 1^{er} août. Véritable « université d'été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action Française.

Risquant cette année d'avoir de très nombreuses candidatures, nous ne pourrions accueillir que les gens décidés à devenir des militants actifs. Les demandes d'inscription doivent nous être adressées à l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

- En raison des circonstances il n'y aura cette année *aucune* location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer par leurs propres moyens : tente, lit de camp et sac de couchage.
- Le prix du séjour est fixé à 240 F pour la durée du camp pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passé cette date le prix du séjour est fixé à 260 F.
- La gare la plus proche du lieu de camp est Bar-sur-Aube. Un service de voiture fonctionnera à l'arrivée de tous les trains les samedi 17 et dimanche 18.
- Les demandes de renseignements et d'inscription sont disponibles dès maintenant.

LA SOUSCRIPTION DE LA RENAISSANCE

Remis aux V.V. devant Saint-Ferdinand, un ancien Camelot du Roi, 10 F ; J.-M. Bonniy, 200 F ; Fr. Wagner, 33 F ; J.-P. Seyler, 70 F ; Fontanel, 20 F ; J.-L. Garcia, 17 F ; M.-P. Tricot, 20 F ; R. Laudenbach, 20 F ; J. Chailley, 100 F ; Pour le procès d'Angers, 200 F ; Adhérent à l'A.F. depuis 1920, J. G., 5 F ; Jean Giraud, 50 F ; Michel Michel, 60 F ; Philippe Rapatout, 100 F ; Docteur de Rayssac, militant depuis 1920, 10 F ; J.-P. Dauvilliers, 10 F ; Etudiants du 7^e, 100 F ; O. Bertrand, 50 F ; J.-P. Dickes, 100 F ; Jacques Cornu, 20 F ; J.-C. Freaud, 50 F ; Un Nantais, 50 F ; Pierre Brumeaux, 500 F ; I. Minoret, 30 F ; Fr. Mirc, 35 F ; M. Broquet, 58 F ; Laprevotte, 100 F ; Bretèche, 7 F ; De Ravel, 100 F ; O. Bertrand, 10 F ; Anonyme de Bretagne, 10 F ; Levillain, 20 F ; J.

Chailley, 100 F ; Bourrez, 20 F ; Moudadel, 30 F ; Pour le procès d'Angers, 30 F ; M^{lle} Huard, 200 F ; A. Mercier, 7 F ; Leblanc, 6 F ; A. Tequi, 7 F ; En souvenir de Bomberg, 19,30 F ; D. Crété, 20 F ; F. Arents, 5 F ; Crocq, 19 F ; V. Basse, 100 F ; Pour le procès d'Angers, 200 F ; En réponse à la campagne de calomnie, 100 F ; Pour le renouveau, 20 F ; P. Gerentes, 20 F ; Pour le procès d'Angers, 20 F ; J.-M. Cousin, 8 F ; P. Danisault, 20 F ; J. Andren, 20 F ; Hervouet, 10 F ; J. de Monneron, 30 F ; Un Bourguignon, 100 F ; Anonyme Côte-d'Or, 100 F ; D'Orgeval, 10 F ; J.-F. Muller, 10 F ; Jacques de Monneron, 30 F.
Total de cette liste 3.426 F
Total précédent 13.502 F
Total général 16.928 F

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE = RÉUNIONS

NEUILLY-SUR-SEINE

Mercredi 23 juin, à 20 h 45, réunion privée chez M^{me} Luzzi, 3, rue de Madrid. Conférence de Gérard Leclerc : « La démocratie de Paul VI ».
Invitations à retirer aux bureaux de la N.A.F.

LE MANS

Mardi 29 juin à 21 heures, conférence de Y. Lemaignan, 11, rue des Chanoines.

PARIS (15^e)

Vendredi 25 juin, 21 heures, François Martin : « L'Asie du Sud-Est, perspectives actuelles ».
Café des Sports, rue Alain-Chartier.
Métro : Convention.

PARIS NORD-EST

Judi 24 juin à 21 heures, « Une nouvelle étape pour l'Action Française », avec Patrice Bertin et G. Leclerc. « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19^e). Métro Jaurès.

PAU

Le 24 juin à 21 heures : « Le marxisme », par Jacques de Crémiers.

Renseignements auprès de J.-L. Vergès, Villa « Rive Fleurie », 2, avenue des Pyrénées, 64 - Bizanos.

GRENOBLE

Samedi 26 juin, à 21 heures. « Pour une stratégie royaliste », avec Y. Lemaignan et Francis Bertin.

Renseignements à la Nouvelle Action Française, 4, square des Postes, Grenoble (38).

ENGHIEN-MONTMORENCY

Samedi 26 juin, 21 heures, Gérard Leclerc : « Pourquoi une nouvelle Action Française ? ».

Salle de l'ancienne Justice de Paix, 70, avenue Charles-de-Gaulle, 95 - Montmorency (300 m de la gare d'Enghien).

AVIGNON

Mercredi 23 juin, 21 heures, Bertrand Renouvin : « Une crise à l'Action Française ». Réunion privée.
Renseignements : La N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

AMICALE DES PIEDS NOIRS DE LA N.A.F.

Une amicale regroupant les pieds-noirs de la N.A.F. est en formation. Renseignements et inscriptions auprès de :

**M. J.-P. SEYLER
N.A.F.**

**Boîte Postale 14
10 - St-André-les-Vergers**

REUNION DES CADRES DE PROVINCE

Une journée de travail destinée aux cadres de province se tiendra au camp le samedi 31 juillet de 10 à 18 heures. Le dimanche 1^{er} août sera une journée « portes ouvertes » destinée à la propagande auprès de la population régionale.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

GEORGES LUKACS

La mort du philosophe marxiste hongrois Georges Lukacs a remis en lumière les polémiques doctrinales qui ont secoué, et secouent encore la pensée marxiste. Théoricien et praticien, Lukacs a participé à toutes les grandes controverses du marxisme depuis un demi-siècle. Il est aisé de suivre son cheminement lié aux bouleversements politiques : révolution soviétique, gouvernement révolutionnaire hongrois de Bela Kun, montée du fascisme, insurrection de Budapest. Lukacs est sans doute le seul théoricien marxiste occidental depuis Lénine et Trotsky à avoir confronté sa pensée avec les réalités. Travail intellectuel et responsabilités politiques ont constamment interféré au cours de son existence.

Son cheminement l'a mis en contact avec tous les courants de pensée de la vieille monarchie austro-hongroise, mais surtout avec les milieux universitaires allemands pénétrés de néo-kantisme, de phénoménologie et d'hégélianisme : Windelband, l'historien de la philosophie Karl Jaspers, le sociologue Max Weber. Les séjours de Lukacs aux Universités de Berlin et d'Heldelberg donnèrent au jeune Hongrois une première certitude : celle de la sclérose de la social-démocratie allemande dont les cadres doctrinaux se réduisaient à un économisme sommaire doublé d'une croyance naïve dans les « sciences de la nature ». Si l'on ajoute que les faits avaient apporté un démenti éclatant aux « penseurs » sociaux-démocrates, on comprendra les hésitations de Lukacs.

Le marxisme avait déjà été contesté de l'intérieur par Bernstein, puis par Kautsky. Cette contestation, nouvelle par son aspect interne, allait donner naissance à un mot promis aux délices de la logomachie : celui de révisionnisme. La première influence durable qui s'exerça sur Lukacs fut celle du néo-kantisme dont il dira plus tard avec justesse qu'il n'était « qu'une simple position de repli de la société libérale » qui, sous prétexte de restaurer les valeurs universelles, aboutissait à la conservation du système existant. On reconnaît là la distinction marxiste entre la société et la justification théorique de cette société. La notion néo-kantienne des valeurs s'intégra pourtant dans la pensée de Lukacs.

Deux autres influences déterminèrent son orientation : la philosophie de la vie qui oppose la pensée rationnelle à la vie, et la

phénoménologie de Husserl. La philosophie vitaliste (en laquelle il vit pourtant une origine du national-socialisme) aida à son passage au marxisme. Que l'influence hégélienne ait été déterminante, cela est certain, mais cette évolution n'est compréhensible qu'en tenant compte des autres influences. Celui qui fut appelé par ses disciples le « Marx de l'esthétique » ne parvint jamais à lier les aspects contradictoires de sa pensée. Son biographe Henri Arvon dit de celle-ci : « Elle est diversifiée à l'infini, multidimensionnelle, toujours nuancée, rarement univoque, parfois d'apparence contradictoire. »

La division d'une œuvre chaotique en cinq périodes chronologiques permet toutefois de rendre compte d'une évolution intellectuelle ballotée au gré des crises politiques : 1907-1914 : influence du néo-kantisme, du vitalisme et de la phénoménologie, ces influences conjuguées produisent « l'Âme et les formes ». La deuxième période se caractérise par le triomphe de la dialectique hégélienne, dont l'expression la plus achevée se trouve dans « Histoire et conscience de classe », livre considéré comme le plus important jalon du renouveau marxiste. Les polémiques qui suivirent sa parution entraînèrent une autocritique apparente. Il est vrai que les thèses présentées dans ce livre battaient en brèche l'orthodoxie léniniste contenue dans « Matérialisme et empiriocriticisme » (œuvre de polémique contre les tenants allemands du scientisme) et dans les « Cahiers sur la dialectique de Hegel » qui résultent d'une lecture hâtive et superficielle de Hegel par Lénine. Lukacs affirmait la « valeur » de la conscience que Lénine réduisait au « reflet ». Et, crime sans pareil, Lukacs déclarait sa préférence pour la méthode plutôt que pour le dogme ; il jugeait nécessaire le perfectionnement de la dialectique, en particulier en insistant sur la capacité de la méthode à intégrer tous les aspects de la réalité.

À la suite des critiques émises, Lukacs, à partir de 1933, s'attache à des recherches littéraires et esthétiques tributaires des schémas les plus éculés du stalinisme, ceci sous la pression de J. Revoi, ministre hongrois de la Culture qui accuse Lukacs de « cosmopolitisme bourgeois ». C'est l'époque où il écrit « La destruction de la Raison », où il reprend sans sourciller les thèses qu'il avait réfutées dans « Histoire et conscience de classe ». La dernière période se rattache à l'ère post-stalinienne pendant laquelle il pro-

duit « Contre un réalisme mal compris » où il attaque le rôle doctrinal de Staline !

Malgré ces palinodies, l'œuvre de Lukacs est intéressante à plus d'un titre : cette œuvre contradictoire révèle les difficultés du marxisme à rendre compte d'une réalité qui lui échappe. La crise « révisionniste » des débuts du siècle, le schématisme léninien, et la sclérose stalinienne ne plaident pas en faveur de la souplesse de cette pensée. Les variations multiples de Lukacs occasionnées par les événements politiques laissent apparaître l'enchaînement de l'écrivain aux impératifs immédiats de l'appareil et aux fluctuations du pouvoir. En voulant assumer l'héritage de la pensée classique, Lukacs a voulu intégrer le marxisme dans le champ de la civilisation perçue en tant que richesse et non plus ressentie systématiquement comme une aliénation. C'est là son plus grand mérite, c'est dire combien son combat est resté vain.

Axel ALBERG.



une nouvelle ACTION FRANÇAISE

Franco : 1 F
Abonnement étudiant : 8 F
Normal : 12 F
C.C.P. A.F. Université
1918-59 Paris